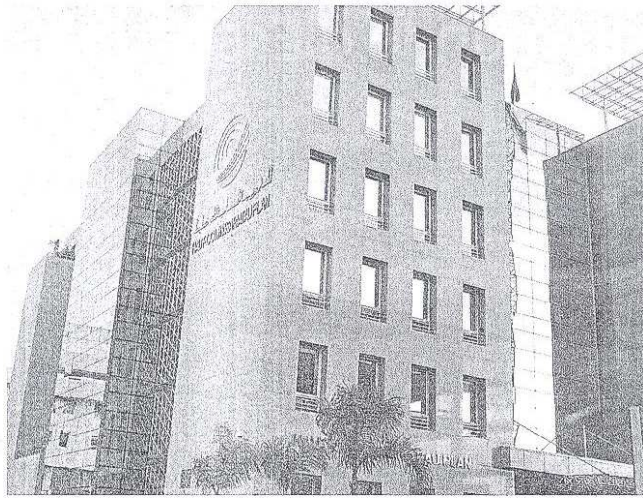


Conjoncture

Le verre toujours à moitié plein

● **Après un premier trimestre marqué par un fléchissement du rythme de croissance du PIB, les perspectives pour le second semestre ne sont guère reluisantes. L'économie nationale baissera en régime en 2014, et la situation risque d'être plus difficile en raison de la faiblesse de l'impact de la contribution des principales composantes du PIB.**

Il faudrait certainement attendre les prochaines statistiques officielles établies à la fin du mois de juin pour analyser avec précision l'évolution de la situation économique au cours du premier semestre, mais les indicateurs des premiers mois peuvent déjà largement en donner une idée. Le rythme de croissance du PIB ne sera pas à la hauteur des objectifs que s'est fixé le gouvernement pour cette année. L'évolution de la croissance du PIB sur le premier trimestre était déjà mitigée et pour le second trimestre, et la situation ne s'est pas davantage améliorée, comme en témoignent les derniers chiffres de la conjoncture. Selon les statistiques établies par le Haut-commissariat au plan (HCP), le rythme de croissance du PIB en glissement annuel et au premier trimestre de l'année en cours n'a été que de 2,5%, loin des 4,5% pour le dernier trimestre de 2013. Le HCP explique cette décélération par la contribution négative du secteur primaire à la croissance globale, après une campagne agricole exceptionnelle en 2013. Après une année 2013 qui s'est soldée par un bon cru, la croissance économique a donc marqué le pas et, d'après les prévisions du HCP, «*au deuxième trimestre 2014, l'économie nationale devrait croître à un rythme toujours modéré, en ligne avec le retrait des activités agricoles*». Autant dire que le premier semestre de l'année 2014 se soldera par une baisse de régime pour la croissance économique qui s'est pourtant rétablie en 2013; après une année 2012 des plus moroses avec 2,9% de croissance à la fin de l'exercice.



● Le HCP a récemment publié ses comptes nationaux provisoires pour 2013.

Légère reprise

C'est un fait dont le scénario a été prévu par les différentes prévisions en la matière: la croissance du PIB de l'économie marocaine pour 2014 sera moins importante que celle de 2013. La raison est toute simple: l'excellente production agricole de la campagne précédente ne sera pas rééditée cette année. La croissance économique nationale s'est en effet améliorée en 2013, suite au rebondissement de l'activité agricole, alors que les activités non agricoles ont accusé un ralentissement, a établi le HCP qui a récemment publié ses comptes nationaux provisoires pour l'année 2013. Sur le premier trimestre de l'année en cours, le ralentissement constaté des activités non-agricoles s'est relativement repris, selon la dernière note de conjoncture de la DEPF. Ainsi, pour le HCP qui établit ses pré-

sions sous l'hypothèse d'une baisse de 3,9% de la valeur ajoutée agricole et d'un redressement d'environ 3,4% des activités hors agriculture, «*le rythme de croissance économique nationale devrait reculer, au deuxième trimestre 2014, pour se situer aux environs de 2,3%, en glissement annuel, au lieu de 2,5% au premier trimestre*». Il convient de relever toutefois que les activités non-agricoles auraient, dans le même temps, légèrement repris, notamment sous l'effet d'une amélioration de la demande extérieure adressée au Maroc.

En attendant la reprise

Dans son rapport sur les perspectives d'évolution de l'économie mondiale, le FMI avait annoncé dès le mois d'avril que l'activité économique ralentirait au Maroc cette année. Cependant, a estimé l'institution, «*elle*

sera de plus en plus tirée par les secteurs non agricoles, par suite des réformes menées pour diversifier l'économie». Le FMI a d'ailleurs maintenu ses prévisions de croissance pour l'économie nationale à 3,9%, un niveau qui s'approche des 4,2% que vise le gouvernement. En dépit de l'amélioration de certains indicateurs économiques, les facteurs d'amélioration attendus n'ont pas encore impacté le rythme de croissance du PIB national. La preuve, la Banque mondiale vient d'ailleurs de réviser à la baisse ses prévisions pour le Maroc en prenant en compte les perspectives d'évolution du contexte économique international. D'après le rapport de la Banque mondiale publié en début de semaine, le rythme de croissance du PIB ne sera que de 3% (voir lesecoco.ma), un niveau qui s'éloigne de plus en plus des projections du gouvernement. Il va sans dire que c'est sur le second semestre que tout va se jouer, comme en 2013, où il a fallu attendre les derniers mois de l'année pour voir la situation économique s'améliorer sensiblement. Il reste que le contexte ne sera pas le même puisque l'année précédente, le gouvernement a dû recourir à des ajustements budgétaires auxquels est venue s'ajouter la bonne moisson agricole. Cette année, les facteurs sont tout autres puisque l'impact de la lente reprise européenne se fait toujours attendre. Le gouvernement reste, toutefois, optimiste. Le ministère de l'Économie et des finances compte en effet sur «*les perspectives favorables de la croissance économique nationale*» pour inverser la tendance et atteindre ses objectifs. De ce fait, pour le second semestre de l'année, c'est la contribution du dynamisme des activités tertiaires et la bonne performance des nouvelles industries naissantes qui sont attendues selon la DEPF qui met en exergue «*le contexte de reprise de la demande extérieure et de redressement des finances publiques*».

●
PAR ABOUBACAR YACOUBA BARMA
a.barma@leseco.ma

●●●
Les perspectives économiques pour le reste de l'année laissent présager une sensible amélioration.